

CONSTANTINE

Les retraités montent au créneau

Devant la dégradation de leur situation sociale, les retraités de Constantine se mobilisent. Hier, ils étaient plus d'une centaine à se rassembler devant la Caisse nationale des retraites de Constantine (CNR) pour exprimer leur ras-le-bol.

Excédés par «la négligence et le mépris» avec lesquels ils sont traités par les pouvoirs publics, auxquels «ils reprochent de les avoir abandonnés à leur sort», les retraités veulent, par cette action, briser le mur de silence et faire entendre leur voix.

«Ils nous traitent (les pouvoirs publics) comme si nous étions un fardeau pour la société. Après une vie passée en labeur, ils nous

jettent des miettes, c'est une honte», pestent des retraités rencontrés devant le portail de la CNR.

L'exiguïté de la ruelle où se trouve la CNR, la chaleur suffocante de cette matinée et la présence dissuasive des nombreux policiers sur les lieux n'ont en rien entamé de leur détermination. En effet, après moult tractations avec les forces de l'ordre, quatre représen-

tants de la commission provisoire, installée en avril dernier pour gérer les affaires des retraités, après la défection du bureau local de la FNTR, ont pu prendre langue avec le directeur de Caisse.

Une plateforme de revendications a été remise à ce dernier, lequel, précise-t-on, aurait «manifesté sa compréhension de leur situation».

Et de promettre, dans ce sens, de transmettre leur plateforme de revendications à qui de droit.

«Tout ce que je peux vous promettre, c'est de transmettre vos doléances aux instances concernées», dira ce responsable. Réponse qui, du reste, n'était pas du goût de plusieurs retraités, qui ont pris la peine de se déplacer malgré le poids de l'âge et la maladie. Cela dit, les retraités réclament une «augmentation des salaires de 100%, l'alignement de

toutes les pensions sur le SNMG ainsi qu'une revalorisation de la prime de la femme au foyer à 4 000 DA et l'exemption des taxes imposables».

Il convient de rappeler, à ce titre, qu'une commission provisoire à qui incombe la charge de gérer les affaires des retraités de Constantine a été installée en avril dernier après la démission du bureau local de la Fédération nationale des retraités contesté par ces derniers.

On lui reprochait, d'ailleurs, «sa passivité et sa mollesse dans la défense des intérêts des retraités». Aussi, on apprend, à ce propos, qu'une délégation du bureau national de la Fédération des retraites est attendue à Constantine dans les prochains jours pour superviser l'opération de renouvellement des instances locales de la FNTR.

Farid Benzaïd



Photo : Samir Sid

A l'instar des retraités d'Alger (photo), ceux de Constantine veulent aussi faire entendre leur voix.

ORAN : APRÈS UNE LONGUE ATTENTE

Des souscripteurs comptent investir leurs logements

Les situations de ras-le-bol des souscripteurs face à des attentes qui, souvent, dépassent l'entendement et les délais largement dépassés du contrat conclu, sont devenues très courantes.

Si avant, les souscripteurs se montraient patients et compréhensibles, aujourd'hui, face aux directives du ministère de tutelle quant au respect des délais et des normes de construction, ils perdent patience et passent à l'action. Une action souvent précédée de démarches auprès du promoteur et des autorités locales afin d'intervenir.

«Ne voyant rien venir, le seul recours est d'aller nous même investir nos logements, car personne apparemment ne se soucie du calvaire que nous vivons depuis des années d'attente pénible», nous confient des acquéreurs des 89 et 93 logements LSP Haï Essabah, souscrits auprès du promoteur Geo-Prom/Edco.

Cette situation conflictuelle a poussé les souscripteurs à créer leur association dite El Wifak, afin de défendre au mieux leurs droits. Leur président nous dira : «Les acquéreurs avaient souscrit auprès d'une entreprise publique du bâtiment : Geo-Prom (Général entreprise oranaise de promotion), pour l'achat de logements sociaux participatifs (formule LSP programme 2002/2004), délai de réalisation 18 mois et avons honoré intégralement le coût d'achat du logement réservé par des apports personnels et prêts CNEP, que nous remboursions mensuellement depuis 2006, avant de prendre possession de nos logements. Le démarrage officiel de la construction de ces LSP connus par projets 89 et 93 logements Haï Essabah a eu lieu en 2002».

Malgré le retard dans la livraison de leurs logements, dont le promoteur rejette la responsabilité, nos interlocuteurs n'avaient qu'un seul objectif : récupérer enfin leurs logements, seulement, disent-ils, la décision du promoteur, exigeant d'eux le versement d'un complément de 100 000 DA chacun pour les travaux de VRD les a poussés à réagir.

«Ces frais ont déjà été payés par les souscripteurs dès le début de l'opération de réservation de nos logements et cela est mentionné, noir sur blanc, sur nos actes notariés en notre possession», assurent les membres de l'association El Wifak.

«A la suite de tout cela, nous, acquéreurs des 89 et 93 logements LSP, sis à Haï Essabah, commune de Sidi Chahmi, avons décidé, avec ou sans l'aval et le consentement du P-dg de l'Edco/Geo-Prom, de prendre possession de nos logements. Nous portons la pleine et entière responsabilité sur le promoteur qui doit assumer toutes dérives, dépassements, provocations du personnel de sa société... La date de l'opération est programmée pour le jeudi 9 juin et ce n'est que justice», concluent nos interlocuteurs.

Amel B.

GRÈVE NATIONALE

Les postiers persistent dans leur mouvement

Les postiers entament leur deuxième semaine de grève nationale illimitée. Ils affirment ne reprendre leurs postes de travail qu'une fois toutes leurs revendications satisfaites.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les bureaux de poste demeurent paralysés depuis plus d'une semaine à travers le territoire national.

Suivi à près de 90%, ce mouvement a, tout de même, pénalisé des millions de citoyens, notamment les salariés et les retraités abonnés aux comptes courants postaux (CCP).

Hier à la Grande-Poste, à Alger, plusieurs dizaines de postiers se sont regroupés devant le grand édifice. Certains étaient adossés contre les murs, d'autres assis sur les célèbres marches et les femmes se tenaient en petits groupes, un peu à l'écart. Ils revendiquent la révision de la grille des salaires, l'augmentation des indemnités mensuelles et la revalorisation des primes de rendement individuel (PRI) et de rendement collectif (PRC) avec effet rétroactif à partir de l'exercice 2008.

Il est également question de la gestion de carrière afin de bénéficier d'avancement de grade en fonction de la compétence et de l'ancienneté. «Nos salaires sont insuffisants, les primes insignifiantes et nous passons



Photo : Samir Sid

Les travailleurs d'Algérie Télécom ne décolèrent pas.

toute notre carrière, à savoir plus de 30 ans, au même poste, sans bénéficier d'un avancement de grade», explique l'un des grévistes.

Un autre postier poursuit : «La tutelle a décidé d'une augmentation de nos salaires en 2008 et le ministre, lui-même, l'a souligné à maintes reprises, mais la Direction générale ne l'a pas appliquée, arguant qu'elle n'arrive plus à assurer nos salaires. Il est inadmissible qu'Algérie Poste ne dispose pas d'argent !»

Toutefois, les postiers grévistes estiment que les directeurs des centres postaux, qui, eux, n'ont pas

adhéré au débrayage, sont en train de «saboter» leur mouvement de protestation.

«Nous exigeons le départ du DG d'Algérie Poste», tonnent-ils tous ensemble, avant d'ajouter : «Nous ne reprendrons le travail qu'une fois toutes nos revendications satisfaites.»

Se disant n'appartenir à aucun syndicat, ils affirment, par ailleurs, que la Fédération des travailleurs de la Poste et des TIC (FNTIC), affiliée à l'UGTA, est le syndicat représentant les travailleurs d'Algérie Télécom et non pas d'Algérie Poste.

R. N.

JIJEL

Trois militaires assassinés à Sidi Abdelaziz

Trois militaires ont été assassinés dans une attaque terroriste, hier matin aux environs de 7h45, non loin d'un poste d'observation situé au lieu-dit El Belouta, à quelques encablures de la commune de Sidi Abdelaziz, à une vingtaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya.

Selon des sources locales, un jeune militaire en civil qui s'appropriait

à quitter sa caserne a été surpris par une rafale d'armes automatiques tirée par un groupe terroriste posté non loin du cantonnement militaire.

Ensuite, les terroristes, dont le nombre demeure inconnu, ont piégé le cadavre de la victime.

Après avoir entendu des coups de feu, un renfort de jeunes militaire est venu à la rescousse du jeune militaire lâchement assassiné.

Une fois sur les lieux, les criminels ont fait exploser le cadavre,

tuant deux autres militaires sur le coup, ce qui porte le nombre de victimes à trois.

Les services de sécurité ont déclenché une vaste opération de ratissage pour traquer les assaillants qui ont aussitôt pris la fuite vers les monts avoisinants dans cette région fortement boisée qui, faut-il le rappeler, a été le théâtre d'attentats terroristes ces dernières années, causant la mort de plusieurs gardes communaux.

B. Inès